

# CRISE INTERNATIONALE DES PARTIS COMMUNISTES

L'AFFAIRE hongroise, l'intervention de l'armée soviétique contre les travailleurs de Hongrie dressés contre le régime bureaucratique, a bouleversé tous les partis communistes déjà ébranlés par le rapport Krouchtchev. Dans certains de ces partis la crise est parvenue à un paroxysme.

Tous les petits partis communistes, tous ceux qui étaient mal enracinés dans la classe ouvrière sont si profondément secoués que leur existence même est en question désormais. Les militants révolutionnaires ne peuvent plus avoir la moindre perspective au sein de tels partis et doivent se poser le problème de trouver de nouveaux moyens, de nouvelles formes d'action et d'organisation pour propager le marxisme révolutionnaire dans la classe ouvrière.

Le PC britannique connaît une débâcle complète. De très anciens membres — pas des intellectuels, mais des militants ouvriers — donnent leur démission. Le caricaturiste du « Daily Worker » (membre de longue date du parti) démissionne du parti. Le correspondant à Budapest, a vu ses reportages censurés puis supprimés, la direction de Londres ayant constaté avec une longue vue qu'ils n'étaient pas... objectifs. Le bulletin oppositionnel « The Reasoner » va continuer à être publié, malgré les menaces de la direction et après avoir accepté un premier repli. En fait, la discussion a pris une si grande ampleur que la direction a été amenée à décider la tenue d'un Congrès pour 1957.

En Hollande, il y a des départs en masse. Au Canada, le même phénomène se produit; on signale notamment la démission de six très anciens cadres de ce parti. Démissions nombreuses également en Autriche où les événements de Hongrie étaient particulièrement sensibles; en Autriche vivent des milliers de travailleurs d'origine hongroise ou qui ont des parents en Hongrie.

Le PC des Etats-Unis qui se trouvait à la veille des événements engagé dans une lutte de tendances pour son prochain Congrès est évidemment incapable de faire face à une telle situation, le « Daily Worker » de New-York ayant changé de points de vue à plusieurs reprises dans la même semaine sur les événements de Hongrie.

La direction du petit PC du Danemark, pourtant fortement stalinisée, a dû exprimer son inquiétude au sujet de l'intervention des troupes soviétiques en Hongrie.

Le PC de Norvège l'a condamnée.

En ce qui concerne le PC indien, le dirigeant d'une des tendances qui s'y affrontent depuis longtemps sur la politique à suivre en Inde, Dange, a pris position contre l'intervention des troupes soviétiques.

Le cas des PC qui ont une influence de masse dans leur pays se pose de façon différente.

## DANS LE P.C. BRÉSILIEN

En Amérique latine, le cas le plus important est celui du PC brésilien où la crise a pris une forme d'autant plus aigüe que la direction, depuis le 20<sup>e</sup> Congrès du PC de l'URSS, a eu une attitude comparable en de nombreux points à celle de la direction du PCF.

La direction Prestes empêcha par tous les moyens la base de s'exprimer et résista à la demande d'un Congrès extraordinaire du Parti pour la discussion des questions posées par le 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Mais la pression de la base s'exprima dans des manifestations de méfiance et des revendications croissantes vis-à-vis de la direction. Sous la pression de la base du Parti — et pour la première fois dans l'histoire du PC brésilien, une tribune de discussion a été ouverte publiquement dans le journal du Parti.

José-Maria Crispim, vieux leader du Parti, a été expulsé de la direction en 1952 d'une manière bureaucratique, sans discussion, en cachant au Parti les documents que Crispim avait rédigés pour s'opposer à la politique de conciliation et de collaboration de classes de la direction. Aujourd'hui, de nombreuses lettres de dirigeants et de militants du Parti Communiste Brésilien exigent que soit révisée la procédure contre Crispim et que son cas soit discuté de

nouveau. D'autres lettres exigent de la direction la réintégration de Crispim.

Comme on le sait, José-Maria Crispim a adhéré à la IV<sup>e</sup> Internationale en 1954.

## LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES

Parmi les articles que la presse du P.C. brésilien publie, provenant de membres du parti demandant la discussion démocratique, signalons l'article suivant intitulé « L'internationalisme et notre position vis-à-vis du P.C. de l'URSS », signé d'Armando Lopez de Cunha:

*Il ne suffit pas de reconnaître en parole l'erreur commise à l'égard des camarades yougoslaves. Il faut soumettre à une discussion critique la politique soviétique menée tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur dans le passé et à l'heure actuelle.*

*L'actualité d'une telle discussion est montrée par les événements qui se déroulent en Pologne et qui mettent au premier plan les prin-*

## Le discours de Tito

Le récent discours de Tito aura des répercussions considérables dans les partis communistes. Il a abordé une question capitale: il y a, dit-il en substance, deux tendances qui s'affrontent, ceux qui veulent en rester aux méthodes de Staline et ceux qui veulent que cela change. La lutte est portée à l'échelle internationale. Il engage le combat contre une aile de la direction soviétique et contre des directions, telle celle du PCF, qui la soutiennent.

Cette intervention à ce point de vue aura des effets progressifs: elle stimulera les communistes qui veulent une véritable déstalinisation et qui se heurtent à des méthodes bureaucratiques semblables à celles du temps de Staline.

Ce discours de Tito est venu vers la fin de la lutte en Hongrie, quand la révolution politique se montra si forte que Kadar dut entrer en négociation avec les Conseils des ouvriers. Pendant le plus fort de la lutte, Tito — comme Gomulka d'ailleurs — a été silencieux, ne montrant ses sentiments qu'en offrant asile dans l'ambassade yougoslave à Nagy et quelques autres militants: Et, dans son discours, il s'efforce de se justifier en expliquant que l'intervention des troupes soviétiques, erronée le 23 octobre, était devenu le 4 novembre un moindre mal, un mal nécessaire.

Nous ne sous-estimons pas la position délicate des Polonais et des Yougoslaves en face du déchaînement du gouvernement soviétique; il s'en fallait de peu que la crise ne s'étende en guerre mondiale. Mais nous devons dire que l'embarras de Tito tenait en premier lieu dans le fait qu'il ne s'est pas vraiment débarrassé de cette conception qui identifie le parti et l'Etat. S'il n'y avait pas eu cette confusion, il eût été possible à la Ligue des Communistes de faire appel à la solidarité des travailleurs yougoslaves, sans impliquer l'Etat directement dans cette action. Il ne s'agit pas de tout d'une astuce. L'Etat ouvrier n'est vraiment démocratique que s'il permet l'existence de tout parti se plaçant sur le terrain de la société nouvelle; dans ce cas l'action du parti révolutionnaire, du parti international du prolétariat n'est pas nécessairement alignée sur celle de l'Etat, au contraire elle est en avant-garde aussi dans la nouvelle société, tant sur le plan de la politique intérieure qu'extérieure.

cipes marxistes relatifs à la question nationale. A mon avis, le journal « Imprensa Popular » est passible d'une critique sérieuse de la part de ses lecteurs par la position partisane et peu prudente qu'il avait prise dans cette question, position typique du servilisme qui nous a guidés dans le passé vis-à-vis de l'U. R. S. S... Le journal n'a pas publié nombre des dépêches informant de la situation en Pologne, pas plus que la nouvelle de l'élection de Gomulka au poste de premier secrétaire du POUP. Par contre, il a publié une dépêche de l'Agence France-Presse qui donnait le résumé d'une critique violente de la « Pravda » à l'adresse des journaux polonais. Mais le pire, c'est que cette dépêche fut publiée sous le titre: « Ils renient Marx et Lénine », suivi de sous-titres tels que: « Le journal soviétique dénonce la campagne engagée contre le socialisme » — titre et sous-titres venant de la direction du journal (brésilien) et qui avaient pour but d'inciter les lecteurs à prendre parti, sans un examen majeur de la question... Comme nous l'avons déjà dit, il vaudrait mieux faire preuve de responsabilité dans cette affaire, car ce qui est en jeu c'est une question principielle, à savoir le droit des peuples à leur auto-détermination nationale. Lénine qualifiait de « fraude politique énorme » toute tentative, même voilée, de dénier ce droit... On connaît quelles étaient les idées d'Engels (dans ce domaine). Partant de l'hypothèse d'une Angleterre socialiste, il disait que si l'Inde venait à se dresser contre la métropole socialiste, celle-ci devait sans aucune hésitation reconnaître l'indépendance de l'Inde féodale.

A ce sujet, Engels écrit textuellement: « Une chose est indiscutable: Le prolétariat victorieux ne peut s'imposer en maître à aucun pays étranger sans miner de ce fait sa propre victoire. »

Telle fut d'ailleurs la ferme attitude de la jeune République soviétique qui consentit, en 1917, l'indépendance de la Finlande où la bourgeoisie s'était emparée du pouvoir, « tout en reconnaissant que cela était une tragédie pour le prolétariat finlandais » (Staline).

Pour la Pologne de nos jours, il n'est pas de tragédie. Il s'agit d'un pays indépendant, où le prolétariat, dirigé par son parti marxiste, est au pouvoir, tandis que les dépêches de presse parlent du grand soutien dont jouissent Gomulka et le CC du POUP.

Mais même si les accusations de la « Pravda » se révélaient fondées; même si les tendances qu'elle combat étaient prédominantes en Pologne — ce qui est peu probable — les dirigeants soviétiques n'ont aucun droit de s'immiscer dans les affaires intérieures polonaises, ou de manœuvrer de quelque forme que ce soit dans ces affaires. Une autre façon de se comporter ne serait pas un comportement internationaliste conséquent mais nationaliste — ...Les notions — qu'on a considérées valables — de « nation dirigeante », de « frère aîné » et de fidélité « inconditionnelles » à l'URSS, furent des notions conçues et développées lors de l'ère stalinienne. Ont-elles disparu complètement de la politique actuelle soviétique? Celle-ci s'est-elle déjà dégagée du nationalisme grand-russe qui, joint à d'autres raisons, a conduit les dirigeants du PC de l'URSS à commettre certaines erreurs « qui ont eu un reflet d'ordre négatif dans le mouvement communiste et démocratique mondial », et même à commettre « des abus contre certaines minorités nationales » ? (Nous citons des phrases du projet de résolution du CC du PC brésilien, du 22-10-1956) ».

## LA VERITE DES TRAVAILLEURS

### PERMANENCE

64, rue de Richelieu

PARIS (2<sup>e</sup>)

RIC. 03-52 et la suite

Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi